

le 20 mars 2009

Votre député François Asensi interpelle le Gouvernement sur la crise économique et sociale de l'Outre-mer.

Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane :

Dignité et égalité pour les Domiens !



« Hausse des salaires, gel des prix ! ». Il a fallu plusieurs semaines d'une remarquable mobilisation pour que le Gouvernement accepte de dialoguer.

Le 5 mars dernier, je me suis adressé à la ministre de l'Intérieur pour réclamer un engagement fort du gouvernement envers les populations des DOM, alors que les plus hautes autorités du pays refusent de se rendre sur place.

Malgré ce manque de considération, des premières avancées, encore fragiles, ont été obtenues par la mobilisation des salariés. Elles montrent que les peuples peuvent reprendre la main sur un capitalisme débridé générateur d'injustices. Face aux tentatives de déstabilisations de certains syndicats patronaux, le gouvernement doit impérativement user de ses prérogatives pour étendre les accords salariaux à toutes les entreprises, à tous les salariés.

J'ai également demandé au gouvernement que ces avancées sociales bénéficient à l'ensemble de l'Outre-mer, qui est frappée par les mêmes inégalités et les mêmes humiliations. Ce mouvement social met en lumière un profond malaise politique : après tant d'années de mépris, notre métropole doit enfin écouter le message des ultramarins et concevoir avec eux un autre avenir pour les DOM.



Au-delà des revendications matérielles, nos concitoyens réclament plus de respect de la métropole.

François Asensi a interpellé la ministre de l'Outre-mer, Michèle Alliot-Marie

Le 5 mars 2009

« Madame la ministre,

j'attire votre attention sur le mouvement social initié au début de l'année en Guadeloupe et en Martinique, afin d'obtenir notamment une hausse des salaires et une baisse des prix des produits de première nécessité.

La grève générale, largement soutenue par les populations, souligne cruellement **les difficultés économiques et sociales découlant de plusieurs décennies d'une politique d'État alternant paternalisme et indifférence**. Avec 12% de la population sous le seuil de la pauvreté et près de 25% des actifs au chômage, ces deux départements illustrent tristement la fracture économique et sociale qui s'est creusée entre la métropole et l'ensemble de l'Outre-mer.

Les nombreuses mesures de défiscalisation et d'exonérations, non dénuées d'arrière-pensées politiciennes et de pratiques clientélistes, ont imposé à l'Outre-mer une croissance profondément inégalitaire. La structure économique coloniale n'a ainsi guère évolué depuis le XIX^{ème} siècle, **l'immense majorité des richesses se concentrant dans les mains de quelques familles**.

L'économie reste largement dépendante des importations. Les groupes pétroliers et la grande distribution en position quasi monopolistique dégagent des profits substantiels qui amputent le pouvoir d'achat des habitants.

Malgré un discours d'unité républicaine, **la métropole a largement échoué à assurer la solidarité entre les territoires**. En s'enfermant dans une politique d'assistance à géométrie variable qui bafoue la dignité des ultramarins, les Gouvernements se sont mépris sur la demande légitime des Français d'Outre-mer : l'égalité des droits sociaux, économiques et politiques pour que le mot de citoyenneté ait le même sens en métropole et dans les Dom-Tom.

La mobilisation pacifique actuelle s'est heurtée à l'indifférence du gouvernement misant sur l'essoufflement du mouvement. La persévérance des salariés grévistes semble enfin ouvrir la voie à une augmentation des salaires et un gel des prix sur certains produits, malgré les réticences des organisations patronales.

Je me félicite de ces avancées et demande au ministre de quelle manière il entend faire appliquer les accords dans toutes les entreprises et leur transférer la charge financière de ces mesures. La crise économique et sociale touchant l'ensemble de l'Outre-mer, je souhaiterais savoir si les dispositions annoncées par le gouvernement s'appliqueront également à la Réunion et en Guyane.

La dimension de la mobilisation populaire a révélé l'ampleur des difficultés rencontrées dans ces territoires. Je souhaite savoir si la ministre entend remanier en conséquence le projet de loi sur l'Outre-mer, largement dépassé. »



François ASENSI

Député de Sevrans, Tremblay et Villepinte
Maire de Tremblay-en-France